

Publication conjointe de la FAO, de l'UNICEF et du PNUD en RDCongo

© Mai 2012

Contacts:

FAO: Serge Tissot (email: serge.tissot@fao.org)

UNICEF: Nona Zicherman (email: nzicherman@unicef.org)

PNUD: Jos de Beus (email: josef.debeus@undp.org)

Credits photos: © UNICEF/RDC - Natacha Ikoli

Création graphique : Fabrice Lehoux

Projets conjoints

Agir en synergie pour le Relèvement et la Paix en République démocratique du Congo



HISTORIQUE ET CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE

P.2



STRATEGIE D'INTERVENTION DES PROJETS CONJOINTS

P.3

- Projets mis en œuvre en 2008-2011 P.6
- Résultats obtenus P.7
- Effets sur les indicateurs socio-économiques P.7
- Approche multisectorielle intégrée P.10
- Effets sur la prévention des conflits et la cohésion sociale P.14



ANNEXES

- Cadre Programmatique P.22
- Fiche technique : la prise en compte du genre dans les projets conjoints P.30

HISTORIQUE ET CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE

En juin 2009 le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a lancé le Plan pour la Stabilisation et la Reconstruction pour les Zones sortant des conflits armés (STAREC) qui identifie des priorités, pour le court et moyen terme, regroupées autour de 3 composantes : i) sécurité et restauration de l'autorité de l'État ; ii) assistance humanitaire et sociale et iii) relance économique. En appui à ce plan, le système des Nations Unies et les principaux partenaires internationaux ont révisé la Stratégie de Stabilisation développée en 2008 pour s'aligner sur les priorités clés du Gouvernement. L'objectif global de la Stratégie d'appui à la sécurité et à la stabilisation (I-SSSS) est d'appuyer les efforts nationaux afin de promouvoir un environnement sûr et stable dans les zones sortant des conflits armés. L'I-SSSS vise donc à aborder les causes spécifiques et les conséquences des conflits à travers l'appui à la mise en œuvre des initiatives pour la paix au niveau local et la stabilisation des zones où les conflits ont récemment pris fin.

Depuis 2008, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) mettent en place des projets conjoints de relèvement communautaire et de prévention/résolution des conflits s'inscrivant dans le plan gouvernemental du STAREC/ISSSS (composantes 2 et 3 du STAREC et 4 de l'ISSSS). Ces projets ont ciblé plus de 700 000 personnes dans plus de 200 localités en Ituri, au Nord et Sud-Kivu, et au Maniema. Ces projets visent, à travers la revitalisation des économies locales et la réhabilitation des infrastructures de base (écoles, postes et centres de santé, dessertes agricoles, infrastructures sanitaires, de stockage et de commercialisation...), à déclencher un processus d'autonomisation économique et de cohésion sociale et à renforcer les mécanismes de protection communautaire.





STRATEGIE D'INTERVETION DES PROJETS CONJOINTS

Les projets conjoints mis en œuvre dans le cadre de la 4° composante de l'ISSSS proposent une réponse multisectorielle intégrée pour un impact accru.

PNUD

Restauration des moyens de subsistance, activités de relance économique, appui à la gouvernance locale (comités et plans de développement, renforcement de la société civile, réhabilitation des établissements publics de base) et à la prévention/réduction des tensions communautaires et renforcement des capacités des communautés pour consolider la paix.

UNICEF

Réhabilitation des services sociaux et assistance multisectorielle dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et la protection à travers le programme « Programme Etendu d'Assistance au Retour (PEAR Plus).»

FAO

Relance agricole à travers des conseils techniques agricoles, l'approvisionnement en intrants de base, l'organisation de coopératives, la construction de hangars, marchés, de routes de dessertes agricoles, des ponts et l'accompagnement des organisations paysannes.



Si la stratégie et le contenu des interventions dépendent du contexte et de l'analyse de la situation de chaque province, l'approche méthodologique et la stratégie globale de ces projets conjoints se fondent sur des principes communs.

Critères de sécurité, accès logistique et sécuritaire: La formulation des programmes et la priorisation des zones d'intervention sont réalisées sur la base de l'analyse des problèmes et le niveau de sécurité humaine des communautés, en tenant compte de la stabilité/sécurité des zones de retour et de la capacité des agences à accéder aux zones d'intervention pour une réponse durable. L'un des objectifs est de ne pas exposer les populations aux risques et de s'assurer que le principe du « Do no harm » est garanti tout au long des étapes de mise en œuvre.

Critères de vulnérabilité, de volume et de durabilité du retour : Les projets visent à renforcer la capacité d'accueil des zones de retour caractérisées par de fortes vulnérabilités socio-économiques et potentiellement à risque de rechuter dans les tensions/conflits durant ou après les vagues de retour. Les zones avec de fortes vulnérabilités économiques et sociales sont analy-

sées à travers les outils d'évaluation des besoins du PNUD, de la FAO et de l'UNICEF.

Les synergies avec les autres composantes du STAREC/ISSSS sont recherchées lors de la formulation des projets afin d'assurer la cohérence des interventions et éventuellement de cibler des zones communes pour une optimisation des résultats.

La collaboration directe avec les services techniques de l'État et le renforcement des capacités de gestion et de bonne gouvernance des autorités et des services techniques : les autorités provinciales et locales participent à l'identification, la formulation, l'exécution et le suivi-évaluation des projets, notamment à travers le renforcement de et la collaboration avec des ministères et services techniques. L'implication des autorités locales à tous les niveaux du processus de l'approbation des microprojets à travers le Comité Local d'Examen des Projets (CLEP), le suivi des activités à travers les présentations aux réunions du Comite Technique Conjoint (CTC) présidées par le Gouverneur et du Comité Conjoint de Suivi présidé par le Ministre du Plan offre l'occasion de rendre compte des activités du projet. Une telle approche



met en évidence le souci constant de transparence, de compte-rendu, d'ancrage institutionnel et d'appropriation par la partie nationale.

La participation et l'appropriation communautaire : les projets se fondent sur la participation et l'appropriation communautaire sans laquelle aucune pérennité n'est envisageable. L'approche communautaire vise également à traiter les besoins spécifiques des groupes vulnérables tout en évitant les stigmatisations. Les besoins spécifiques des catégories à fort potentiel de déstabilisation (par ex. anciens combattants) sont pris en compte dans un cadre communautaire afin d'intégrer le traitement des problèmes spécifiques dans des activités plus larges visant à la réconciliation et la résolution des conflits.

La prévention et la réduction des conflits: Les projets conjoints visent, à travers le relèvement économique et social et la promotion du dialogue intercommunautaire, à renforcer les capacités des communautés et des leaders dans la prévention et la résolution des conflits. Pour ceci, une étude approfondie de la dynamique des conflits inter- et intra-communautaires (type/acteurs/mécanismes de résolu-

tion etc.) des zones de mise en œuvre est menée avant le lancement des activités. Le paquet d'activité détaillé (relance économique et agricole, réhabilitation des services sociaux) est élaboré en fonction des problématiques identifiées localement. Les équipes des partenaires UNICEF, PNUD et FAO sont formées aux méthodes de mobilisation et de mise en œuvre prenant en compte les dynamiques de conflit et promouvant le renforcement de la cohésion sociale. Toutes les activités sont mises en œuvre en vue de renforcer la cohésion sociale, de réduire les tensions, et de renforcer les capacités de prévention/ gestion des conflits des communautés.

Approche Multisectorielle-Intégrée :

les projets impliquent plusieurs secteurs et visent à obtenir, à travers la dynamisation économique et la relance de la productivité agricole, un impact positif sur le niveau de vie des ménages se répercutant sur les indicateurs de développement humain comme le niveau de scolarisation et de protection. La relance économique et agricole permet ainsi d'obtenir un impact positif sur la santé, la scolarisation et la protection des communautés.











Projets mis en œuvre à ce jour

Depuis 2008, cinq projets ont été mis en œuvre en Ituri, Nord et Sud-Kivu, ainsi qu'au Maniema

| | Localisation | Nom | Zone d'Intervention | Période | Montant | Financement |
|--|--------------|---|---|--|-------------------|---|
| | lturi | Community Empower- ment and Peace-building in Ituri (CEPI) [Autonomisation commu- nautaire et Consolidation de la Paix en Ituri] | Territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi | 1 octobre 2008 - 31 décembre 2010 | 8 500 000 USD | Japon (UN Human Security Trust Fund), SIDA, USAID |
| | Nord-Kivu | Programme de Stabilisa- tion et de Prévention des conflits dans le Nord-Kivu | Béni, Oicha, Kamango, Isale, Mbutumba | janvier 2010 - mars 2012 | 5 500 000 USD | Espagne (MDG-Fund), SIDA, USAID |
| | Sud-Kivu | Réhabilitation des services sociaux de base et relèvement des com- munautés dans les zones de retour de personnes déplacées | Axe Bukavu Shabunda (juillet 2009 – déc. 2010) Axe Miti-Hombo (mai 2010- juin 2011) | février 2009 - juin 2011 | 12 500 000 USD | Pays-Bas - SIDA - USAID |
| | Maniema | Projet de relèvement et de relance économique dans la province du Maniema | Kindu, Pangi, Kasongo | août 2011- juillet 2013 | 3 989 090 USD | Suède (SRFF) |
| | Nord-Kivu | Projet de consolidation de la paix dans les zones minières artisanales de la province du Nord-Kivu | Zones minières autour du centre de négoce Rubaya (Masisi) | avril 2012 - mars 2014 | 6 546 774 USD | Japon |



Résultats Obtenus

Les évaluations externes¹ confirment que les projets conjoints produisent des résultats tangibles sur :

- ** La diversification et l'augmentation de la production agricole avec un impact positif sur le niveau de vie des ménages, la santé, la scolarisation ainsi que sur les conditions de vie, de travail et la protection
- ** L'amélioration de la qualité de vie: accès à l'eau, réduction du taux de paludisme, des maladies hydriques, du taux de mortalité infantile, meilleur accès aux soins, amélioration de la prise en charge des personnes vulnérables et meilleure protection des enfants (changements de comportements)
 - ★ La sécurisation des droits pour l'accès à la terre
 - * La dynamique communautaire : mobilisation collective
 - * La capacité des communautés à prévenir et résoudre les conflits



Effets sur les indicateurs socio-économiques

Les projets conjoints stimulent l'amélioration des conditions de vie et la volonté et capacité des communautés et autorités à œuvrer pour le développement.

- ** Les projets présentent des résultats tangibles en termes d'augmentation du revenu des ménages, accès aux champs, réduction du taux des maladie hydrique, taux de scolarisation, taux de fréquentation des centres et postes de santé.
- ** Les activités génératrices de revenus, de savonnerie, de restauration, de couture, de menuiserie, de fabrication de petit pain, de jus de bananes ont un impact positif sur l'économie des zones. Du point de vue social, ces activités soulagent la corvée des femmes, accroissent la fréquentation scolaire des jeunes filles et renforcent les dynamiques communautaires.



** Les projets ont un impact sur le changement de comportements (ex : femme valorisée dans son rôle de gestionnaire dans le cadre des activités génératrices de revenus (AGR) et des coopératives agricoles, meilleures pratiques d'hygiène, réduction de la maltraitance des enfants...)

La mise en œuvre simultanée des activités dans les différents secteurs renforce l'impact du projet sur les indicateurs de chaque secteur, notamment sur le relèvement communautaire et l'autonomisation des ménages comme l'illustrent les exemples ci-dessous :

- ** L'augmentation de la production vivrière (FAO) couplée à la reconstruction du cheptel (PNUD) appuyée par des mutuelles vétérinaires (FAO) et des formations sur le suivi de la santé des animaux et la stabulation (permettant l'utilisation du fumier pour augmenter la production vivrière) améliorent les conditions de vie et ont un impact positif sur la scolarisation.
- ** La production de moulins communautaires réduit les pertes lors de la transformation de la production vivrière (FAO) et la pénibilité du travail des femmes (et enfants), ce qui influence positivement la scolarisation.
- ** La dynamique autour des marchés : La réhabilitation des marchés (PNUD, FAO) va de pair avec l'installation de latrines et la diffusion d'informations sur l'hygiène (UNICEF), l'amélioration des dessertes agricoles ainsi que la construction de dépôts (FAO) dans lesquels les femmes stockent en sécurité leurs marchandises non vendues, et les comités de gestion des marchés (PNUD). Ces actions conjuguées contribuent à améliorer les conditions de commercialisation, d'hygiène et la transparence des taxes et leur utilisation.
- ** Les radios communautaires installées, renforcées et équipées (PNUD) permettent la diffusion de messages sur l'amélioration de l'agriculture (FAO), la gestion des conflits (PNUD) et l'hygiène, la santé et la scolarisation (UNICEF) et contribuent à la cohésion sociale.
- ** La combinaison de l'amélioration des connaissances des règles d'hygiène (installation de latrines et de points d'eau) avec des bases de bonne



nutrition (UNICEF), diversification de la production agricole et cours de préparation de la nutrition (FAO) a un impact important sur le taux des maladies d'origine hydrique et le taux de malnutrition.

** La mise en place de réseaux communautaires (Comité des Parents (COPA), Comité Villageois de Développement (CVD), Réseau Communautaire de Protection (RECOPE), Comité d'Agriculteurs, Organisations Paysannes (OP), Comités de Village (COVI)) renforce l'implication des individus dans la mise en œuvre des projets, favorise la réinsertion sociale, réduit les conflits au sein des communautés et prépare la pérennisation des activités à travers le lancement de dynamiques autonomes.



« Salango » la dynamique de développement local lancée

« Salango », ce qui veut dire « travaux communautaires » en lingala, est un mot souvent entendu à Zengo en Ituri. La dynamique lancée par le projet a motivé la communauté à commencer d'autres travaux ; la construction d'une école secondaire avec la participation financière et en main d'œuvre des parents, le début d'une nouvelle salle de maternité avec des briques fabriquées bénévolement par la communauté et la reprise des groupements agricoles.





Approche Multisectorielle Intégrée

L'approche participative des projets conjoints permet une véritable appropriation communautaire (communautés et partenaires étatiques motivés/ actifs)

L'approche holistique touchant les secteurs économiques, agricoles, services sociaux de base et la gouvernance communautaire se renforce mutuellement. Ceci est concrétisé par un ciblage géographique des groupes vulnérables conjoints. Par exemple, l'UNICEF identifie, à travers les réseaux communautaires de protection RECOPE, les groupes vulnérables (enfants ex-soldats, victimes de violences sexuelles, etc.) qui sont accompagnés par le PNUD à travers les AGR et au sein des groupes d'écoute et dans les centres communau-

taires polyvalents.

Une stratégie d'intervention commune est élaborée se concentrant notamment sur la structuration des réseaux communautaires (Organisations Paysannes, Comités de Village, Réseaux communautaires de protection, Comités de gestion de l'eau, Comités des Parents), le renforcement de capacités de services techniques de l'Etat, un travail approfondi sur l'information accessible à tous, fiable et transparente, comme vecteur de paix, ainsi que la stratégie de sortie et de pérennisation.

Les différentes composantes des projets conjoints sont séquencées pour assurer la complémentarité et le renforcement



mutuel d'impact (exemple : la FAO met en place des jardins scolaires dans les écoles primaires ciblées par UNICEF et fournit semences, outils et appui technique pour les centres de formation professionnels installés par le PNUD. Les radios communautaires soutenues par le PNUD permettent à l'UNICEF et à la FAO d'assurer

la diffusion des informations et messages concernant leurs activités et les messagesclés.)

Cette stratégie a permis de dégager un lien tangible entre le relèvement socio-économique et la stabilisation des zones ciblées :

Désenclavement et Protection :

- ** La réhabilitation des routes de desserte rurale/ponts par la FAO a facilité l'accessibilité de sites pour le transport des matériaux de constructions des écoles, des hôpitaux, des centres d'information et autres intrants notamment les médicaments.
- ** Le désenclavement des zones par la construction de dessertes (FAO) et la dynamisation de centres commerciaux (PNUD-FAO) ont permis de sécuriser les routes et d'améliorer la protection des femmes et des enfants (ex : diminution des exactions les marchandises étant gardées dans des entrepôts construits au cœur des marchés).

Augmentation du Revenu des Ménages et Indicateurs Sociaux (Santé, Education, Protection...)

** Les activités génératrices de revenus (PNUD), en augmentant les revenus des ménages, ont un impact positif sur l'inscription et le maintien des enfants à l'école et sur l'accès aux soins de santé primaire (UNICEF).



Synergies multisectorielles: le Projet d'appui au renforcement des capacités de production de l'huile de palme à Bunyakiri pour promouvoir les savonneries locales de Bukavu.



Le projet a ciblé 528 ménages organisés en 50 organisations paysannes (OP) constituées de planteurs et exploitants des palmiers mais aussi de populations retournées, de jeunes sans travail et en situation difficile, ainsi que de femmes victimes des violences basées sur le genre dans les localités situées sur l'axe Bunyakiri-Hombo. Les OP ont été encouragées à s'organiser en Caisses Villageoises de Développement Autogérées pour mettre en place des crédits rotatifs avec l'appui des comités villageois de Développement en attendant d'intéresser les Institutions de microfinance

(IMF) professionnelles. Les OP ont été encouragées à adhérer aux mutuelles de santé.

- ** Les capacités de production sont améliorées, les produits du palmier à huile sont transformés, bien stockés et écoulés sur les marchés de Bukavu par les organisations de producteurs de Bunyakiri.
- ** Les savonneries de Bukavu et de ses environs sont régulièrement approvisionnées en matière première à un prix stable.

IMPACT

- ** Ceci contribue au développement économique de Bunyakiri par l'amélioration des revenus des producteurs et exploitants d'huile de palme et palmistes grâce à la mécanisation de la technologie d'extraction et de transformation des produits du palmier à huile ainsi que l'organisation du circuit de commercialisation.
- ** Le marché local peut ainsi produire davantage d'huile de palme et répondre aux demandes des unités de production de savons.
- ** Le produit de la vente des savons sert à approvisionner les Centres de Santé de Katana et de Kalehé en produits pharmaceutiques et à assurer des soins de santé aux ménages indigents.

** Les enfants admis dans les Espaces Amis des Enfants (CFS) construits par l'UNICEF bénéficient d'un environnement protecteur par l'encadrement des membres des Réseaux Communautaires de Protection (UNICEF), ce qui permet aux parents de vaquer aux travaux champêtres (FAO) et au petit commerce (PNUD).

Structuration en Réseaux Communautaires et Réduction des tensions/conflits

- ** Sécurisation des droits pour l'accès à la terre : de plus en plus de contentieux fonciers sont résolus de manière pacifique dans le cadre des organisations paysannes, des Comités Villageois de Développement et des Réseaux Communautaires de Protection de l'Enfance.
- # Les activités de renforcement de la dynamique communautaire, de la paix sociale et la sensibilisation aux pratiques clés de santé, hygiène, eau et assainissement encouragent les communautés à se mobiliser autour d'un objectif commun et à construire et animer des structures collectives de concertation/prise de décision pour l'amélioration de la qualité de vie. Ces structures de concertation influent sur la réduction des tensions communautaires, la diminution des cas des maladies évitables par l'adoption de pratiques familiales essentielles (la vaccination, lutte contre les maladies diarrhéiques chez les enfants et les femmes).

Les communautés de chaque village se réunissent pour résoudre des problèmes de tout genre ; 47 cas ont déjà été résolus par les CVD. Pour le moment, très peu de palabres foncières me parviennent ». Les populations ne paient plus d'amendes forfaitaires aux agents de l'ordre ; elles préfèrent résoudre à l'amiable leurs différends au niveau des CVD », a déclaré le chef de groupement Kampara.







Effets sur la prévention des conflits et la cohésion sociale

Dans les zones d'intervention, les conflits existants sont le plus souvent liés à des conflits fonciers ou ethniques.

L'objectif des projets conjoints est de travailler en priorité sur les connecteurs (ce qui rapproche les individus, les communautés), et lorsque cela est possible sur les diviseurs (conflits fonciers/ethniques). A travers le renforcement des réseaux communautaires, la formation des leaders administratifs, coutumiers ou encore les activités de solidarité, les projets conjoints renforcent la capacité des communautés à dialoguer pour résoudre leurs problèmes et à gérer tous les types de conflits, y compris fonciers; certains conflits fonciers, qui étaient déposés au parquet, ont été retirés par les communautés qui les ont résolus elles-mêmes. Les ménages, trouvant des alternatives économiques et des moyens de concertation et de réconciliation au sein de leur communauté, sont beaucoup moins perturbés par les éléments déstabilisateurs découlant de la situation politique et des groupes armés encore actifs dans les zones.

La médiation sur les conflits fonciers

Le Chef de Groupement de Zengo en Ituri, a expliqué qu'en cinq ans, le parquet de Bunia s'est déplacé seulement trois fois à Zengo (deux fois pour des conflits miniers, qui ont été résolus, et une fois pour un conflit foncier entre la communauté catholique et la communauté protestante, conflit toujours en cours). Tout autre conflit est réglé à « l'amiable », entre familles, avec l'appui des chefs communautaires. Le Chef de Groupement à Lwana au Sud-Kivu, a indiqué que sur les 5 dossiers (tous des conflits fonciers) soumis au tribunal, 3 avaient été retirés et traités localement ; les 2 autres restent au tribunal pour la seule raison que les plaignants ne sont pas présents dans la région.

** Le PNUD appuie la mise en place de Comités villageois de développement (CVD) assortis de Plans villageois de développement (PVD) traduisant les priorités du village en matière de pacification et de développement. Le PNUD soutient les campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique entre les communautés menées sur l'ensemble des groupements et villages de la zone d'intervention. Les CVD deviennent des organes de référence en matière de développement et de résolution pacifique des conflits dans leurs entités respectives. Les chefs des groupements ainsi que les administrateurs de territoire confirment la réduction des tensions communautaires et des palabres dans leurs juridictions depuis la mise en place des CVD, ce qui contribue à une meilleure cohésion sociale.

Démarrées en juillet 2009 pour une durée de 6 mois, la mise en place d'un comité villageois de développement (CVD) et l'élaboration d'un plan villageois de développement (PVD) dans chacune des 33 localités du groupement d'Ikoma ont été exécutées par l'ONG APADER (Alliance Paysanne pour le Développement Rural). Des conflits fonciers avaient opposé les résidents aux populations retournées dans cette zone de retour touchée également par des tensions sociales, conséquences des pillages et extorsions de biens perpétrés par des hommes armés ainsi que des cas de violences sexuelles. Outre l'identification des problèmes clés en matière de développement, l'élaboration des plans villageois de développement a permis à chaque localité de déceler les sources des conflits internes et d'y proposer des pistes de solution. APADER a aussi organisé des activités sportives et culturelles pour rapprocher davantage les communautés et consolider la cohésion sociale. Les membres des CVD mis en place s'impliquent activement dans la résolution des conflits.

Les CVD sont relayés par les radios communautaires appuyées par le PNUD. Ces radios soutiennent les activités d'Information/Education/Communication, développées dans deux centres d'infor-

mation pour la paix (CIP) et transmettent des informations de la région ainsi que des messages de sensibilisation et d'information de l'UNICEF, de la FAO et d'autres intervenants.

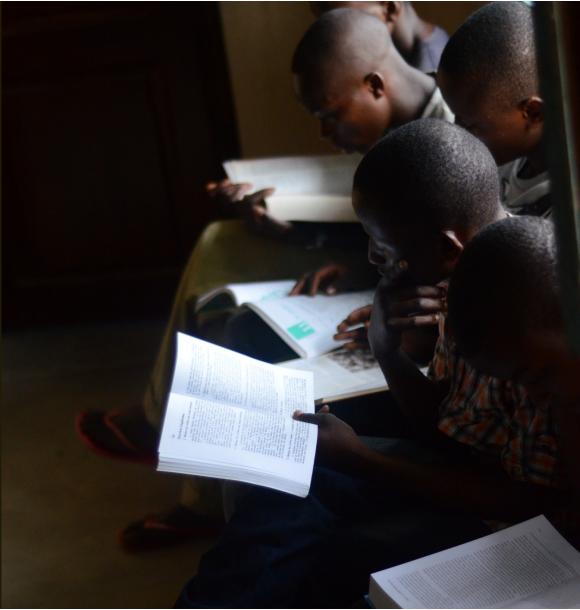
Communication pour la paix : Radio Hombo FM « Unité, Collaboration, Progrès »



Comme la plupart des 17 volontaires de la radio communautaire de Hombo, créée avec le soutien du PNUD au Sud-Kivu, le présentateur de l'émission « Tujengé Kwetu » (« Construisons ensemble ») est journaliste le soir, et enseignant à l'école primaire, le jour. Mais la radio est sa passion : « je me sens fier quand je sensibilise les gens à la radio ». Suite à une formation , il a animé 13 émissions au cours desquelles parents, enseignants, infirmiers, policiers, enfants, leaders communautaires, etc. se sont exprimés et ont pu ainsi clarifier certains faits quand cela était nécessaire et donc contrer les rumeurs.

La FAO développe des activités de sécurisation foncière qui permettent aux ménages retournés d'avoir accès à la terre pour démarrer des activités agricoles. Après un processus de consultation et de concertation avec les autorités qui facilitent la recherche de terres disponibles, les partenaires de la FAO signent des contrats de cession de terres avec les propriétaires de terrains privés ou les autorités coutu-

mières. Ces contrats couvrent la durée du projet à laquelle on ajoute une ou deux saisons agricoles supplémentaires en fin de projet afin de pérenniser les activités. Les terres sont des terres non exploitées qui sont divisées par parcelles bien identifiées et avec les limites jalonnées. Elles sont distribuées aux ménages bénéficiaires qui prennent l'engagement de respecter et suivre l'encadrement et les orientations



Séance d'études au centre d'information pour la Paix de Bunyiakiri

> des agronomes de la FAO, de l'IPAPEL et des partenaires de mise en œuvre. Pour aboutir à des relations Gagnant/Gagnant avec les propriétaires de terrains, la FAO s'engage à faire des améliorations dans les fermes (drainage et curage des marais,

amélioration des accès, clôtures, réhabilitation des désertes agricoles, etc.) selon les souhaits exprimés par les propriétaires. Grâce à ces contrats de cession, l'accès à la terre est amélioré pour les ménages bénéficiaires.

La réhabilitation et l'accès aux services sociaux représente :

- ** Un espace d'échange et d'intérêts communs non seulement au sein d'une communauté, mais aussi entre des communautés voisines. Les projets montrent des signes tangibles d'un réel renforcement des connecteurs entre communautés : partage des écoles, des centres de santé et des maternités.
- ** Un dividende physique de la paix qui favorise la perception positive que les communautés ont d'elles-mêmes et de l'Etat.



voyaient que le médecin restait, donc ils se sont installés dans cette partie du village ». Les populations n'ont plus peur de se déplacer sur les routes, d'aller au marché ou de rester la nuit dans les villages voisins (même lorsqu'ils sont habités par des ethnies différentes), ce qui montre une amélioration des relations pas-

Formations, sensibilisations et activités de rapprochement comme «connecteurs» ont un fort impact sur la cohésion sociale.

sives entre les gens.

Partout en Ituri comme au Sud-Kivu, des bénéficiaires ont témoigné de l'importance de se retrouver ensemble autour du projet : « pendant que le projet était ici, les séances de formation ont réuni des gens de différents groupements, ça a amené vraiment un grand amour»². Les cours du soir pour l'alphabétisme avait également « une grande importance, ça nous a rapprochés, les uns et les autres. Nous découvrons que nous sommes plus proches³».



** Les mécanismes de résolution de conflits soutenus par le programme semblent avoir atteint leur objectif et ont été appropriés par les communautés. Au Sud-Kivu, des Cadres de Médiation et de Dialogues, à Hombo Sud et Maibano, ainsi que le « Comité Plateforme » à Lwana, ont fait preuve de leur bon fonctionnement et efficacité. En fait, les populations trouvent que les comités de médiation sont tellement efficaces que les dossiers mis au parquet auparavant sont maintenant retirés pour que les comités les traitent au niveau local⁴.

Règlement pacifique des conflits par les comités de médiations

A Maibano au Sud-Kivu, nous avons trouvé un samedi matin trois membres de comité, ainsi que le Chef de Groupement, qui se préparaient à aller aux champs pour la médiation d'un conflit foncier entre deux frères. Le financement des frais de gestion ayant pris fin, les onze membres de comité avaient cotisé chacun un dollar américain pour l'achat des fournitures de bureau nécessaires au fonctionnement minimum de la structure. Suite à la tenue de formations, les murs du bureau avaient été couverts de schémas sur les conflits, de plannings, contacts des responsables etc. Les membres expliquent qu'ils ne voulaient pas faire payer pour les services de médiation, car « ça risque d'exclure ceux qui n'ont rien et, en plus, les gens vont croire qu'on est corrompu ».



Suite à l'évaluation, menée en 2009, sur la prise en compte de la sensibilité au conflit par le programme PEAR plus, l'UNICEF a décidé d'intégrer une composante liée à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix à travers un partenariat avec l'ONG Search for Common Ground (SFCG), qui visait à renforcer l'intégration, dans les activités du PEAR+, d'activités pour la construction/consolidation de la paix. Ce partenariat est mis en œuvre avec tous les partenaires du PEAR plus à l'est de la RDC. Les activités mises en place par les partenaires d'UNICEF en collaboration avec Search For Common Ground permettent de créer et/ou renforcer des liens positifs entre les communautés des

zones ciblées et avoisinantes. Les activités de « solidarités » créent des liens entre les différentes communautés autour de projets mobilisant les individus et bénéficiant à l'ensemble des communautés du projet conjoint. Les activités de SFCG (formation des partenaires sur la médiation, intégration de la sensibilité aux conflits dans les activités, théâtre participatif, formation des leaders coutumiers, administratifs, religieux à la médiation des conflits, formation et accompagnement des journalistes radio, activités de rapprochement et de solidarité, activités récréatives promouvant la paix et la réconciliation) ont un impact tangible sur la cohésion sociale.

Activités de solidarité

Réhabilitation de la route Cebumba-Maibano sur 6 km dont 2 km conjointement par les communautés autochtones, déplacées et pygmées.



- ** Dans cette zone, les déplacés étaient soupçonnés d'être de connivence avec les FDLR. Les communautés autochtones avaient coupé les ponts, fermé les caniveaux et la route pour isoler les déplacés et les pygmées, les empêchant ainsi d'accéder à leur milieu.
- * Une fois ce problème identifié, il a été décidé de réunir les trois communautés autour de la réhabilitation de la route permet-

tant ainsi de mettre en relation, en premier lieu, les chefs et leaders locaux (représentants des chefs coutumiers, autorités administratives (chef de poste d'encadrement administratif), militaires, policiers) et ensuite les autres membres des communautés.

** Cette activité a permis de créer un espace de dialogue et d'échange, facilitant par la suite l'interaction pacifique des membres des trois communautés dans l'accès et l'utilisation des autres services de la communauté.

Construction de 12 salles de classe en terre battue couvertes en paille pour trois écoles en déplacement (E.P. Bukanga, E.P. Bukumbi et E.P. Muhuma).

- * L'insuffisance des salles de classe alimentaient les tensions existantes autour de l'accès aux ressources entre les autochtones et les déplacés de la chefferie de Buloho.
- ** 12 salles de classes ont été construites ensemble par les bénéficiaires des trois communautés. Cette activité a réuni les autorités coutumières, les autorités politico-administratives, les parents des élèves concernés et les leaders de trois communautés (Pygmées, déplacés et autochtones) et a permis de rapprocher les leaders de ces trois communautés, ce qui a finalement abouti à un mixage des enfants au sein de mêmes classes.



ANNEXES

Annexe 1 : Cadre Programmatique

| Logique d'intervention | Créer les bases pour le développement et fournir les dividendes de la paix | | |
|--|--|--|--|
| Investissement | Investissement prioritaire massif et de moyen terme | | |
| Période (à titre indicatif) | Période > 24 -36 mois | | |
| Type d'intervention | Interventions prédéfinies sur la base d'une évaluation des besoins | | |
| Ciblage des Zones d'intervention et des bénéficiaires directs, indirects | Les critères génériques de sélection des zones d'intervention : Vulnérabilité - Vulnérabilités sectorielles (sociales, économique, zones en insécurité alimentaire (Carte IPC)) - Isolation des zones - Absence d'autres acteurs Faisabilité - Accès logistique - Accès sécuritaire (Sécurité minimale pour conduire des projets de stabilisation, avec suivi régulier) - Partenaires possibles - Niveau de conflit - Ne Pas Nuire: pour éviter de créer de nouveaux conflits pour éviter de mettre la population en danger | | |
| Synergies | - Une planification conjointe et un chronogramme partagé permettent d'orienter la mise en place des activités - Ciblage géographique conjoint et recherche de convergence géographique: les activités des trois Agences se concentrent sur les mêmes zones - Les missions d'évaluation conjointes sont menées régulièrement par le PNUD, la FAO et l'UNICEF avec les communautés et les autorités et ont permis de définir ensemble des stratégies, d'évaluer les niveaux d'avancement des projets, d'assurer une mise en œuvre plus synchronisée pour faciliter les synergies. - Ciblage Conjoint des Bénéficiaires - Complémentarité / Renforcement mutuel: chaque activité a une externalité positive sur l'autre: la mise en œuvre simultanée des pro- | | |

programmes des trois Agences a favorisé la visibilité et l'impact socioéconomique dans les communautés bénéficiaires.

- Relance économique/agricole et Impact sur la Santé – la Scolarisation et la Protection au sein des communautés

Composante 1

La situation sociale, économique, culturelle est connue afin d'établir la situation de départ (baseline) et de définir d'une manière participative les priorités et potentiels

Mission conjointe d'évaluation rapide

- Compréhension de la situation et détermination des zones d'intervention précise et des interventions de démarrage **Etude socio-économique approfondie.**
- Etude de base sur la situation culturelle (ethnique), économique (niveau de revenu, activités économiques, infrastructures économiques, etc.), niveau et accès aux services sociaux de base Partage des résultats du baseline avec les communautés et les services concernés, afin de définir les priorités

Composante 2

Les acteurs du programme et le programme lui-même sont sensibles au conflit dans la mise en œuvre du projet

Etude approfondie de la dynamique des conflits et structure de pouvoir sur les zones d'intervention

- Etude de base sur la dynamique des conflits et structure de pouvoir dans les communautés d'intervention avec un accent particulier sur les structures sociales, économiques et agricoles
- Revue des conflits

Renforcement des capacités en sensibilité au conflit des acteurs de mise en œuvre

- Formation en sensibilité au conflit des Equipes UNICEF/ PNUD/
- Formation en sensibilité au conflit des équipes des partenaires de mise en œuvre (ONG Internationales et locales) et accompagnement technique des partenaires

Composante 3

Revitalisation des économies locales et réintégration économique des groupes vulnérables

Développement de pôles de développement économique secondaire en milieu rural

- Analyse et développement de filières économiques porteuses et de métiers porteurs non agricoles en termes de promotion de l'emploi des jeunes.
- Développement d'infrastructures économiques structurantes pour la cohésion sociale et le développement économique, (marches, dépôts, microcentrales hydroélectriques, etc) + mise en place/renforcement de leurs mécanismes de gestion.

- Analyse et développement des liens entre zones de production et centres de consommation/commercialisation (transport, stockage, commercialisation)
- Appui à l'organisation et la structuration des Organisations des Producteurs (OP), comite de gestion des infrastructures collectives (marchés, dépôts) et commerciales (moulins, décortiqueuses, etc.)
- Mise en place d'une offre de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers (centre d'apprentissage professionnel) et appui au démarrage des Petites et moyennes Entreprises (PME)
- Structuration des bénéficiaires en organisation de solidarité et promotion de l'épargne (MUSO-VSLA) et mise en relation avec les institutions de micro-finance.
- Appui aux activités génératrices de revenu non agricoles des groupes vulnérables :
- Retournés
- Ex-combattants
- Femmes vulnérables : approche des Centres Communautaires Polyvalents (CCP)

Composante 4 Relance de l'économie et sécurité alimentaire

Renforcement des capacités techniques et de gestion des communautés rurales

- Analyse des filières agricoles à fort impact sur l'économie locale
- Renforcement des connaissances techniques dans le domaine agricole (y compris pêche et élevage) des communautés locales selon l'approche « champs écoles paysans » et « formations des formateurs »
- Structuration des bénéficiaires en trois niveaux : groupements des producteurs, organisation paysannes et pré-coopératives
- Collecte, analyse et diffusion de l'information en SécAl (prix des produits alimentaires dans les villes, territoires-PS, IPC) au niveau communautaire (radio rurales, groupes d'ecoutes...), provincial (bulletins bi-mensuels) et national (carte IPC...)
- Pérennisation de l'intervention grâce à la forte intégration entre les bénéficiaires et les divisions techniques du Ministères de l'Agriculture
- Renforcement des organisations de base (paysans, pêcheurs, etc.)
- Formation, structuration et réactualisation des statuts des organisations professionnelles
- Encadrement et suivi de gestion

Augmentation de la production agricole

- Formation et accompagnement en techniques culturales
- Production de semences améliorées
- Lutte antiérosive /aménagement des bas-fonds
- Mécanisation (machines de transformation, manutention et culture)
- Amélioration de l'accès en produits vétérinaires (vaccins et médicaments)

Appui direct à la filière Production

- Facilitation de l'accès informel à la terre des populations vulnérables (non juridique)
- Augmentation des productions agricoles par la mise à disposition d'intrants agricoles (outils, semences...) aux communautés locales (+formation technique ?)

Transformation

- Amélioration des capacités de transformation des productions agricoles par l'introduction de kits mécanisés à gestion communautaire (moulins mixtes maïs-manioc, décortiqueuses riz, kits manioc...) (+ formation technique ?)

Conservation

- Réductions des pertes poste-récolte à travers l'introduction des nouvelles techniques de conservation (aires de séchage, construction d'entrepôts, silos métalliques...)

Commercialisation

- Facilitation des échanges commerciaux entre les zones/bassins de productions et les points de ventes secondaires à travers la réhabilitation des pistes (dessertes agricoles) et des marchés ruraux à gestion communautaire (en collaboration avec le PNUD)

Amélioration des infrastructures, de l'écoulement des produits et de l'accès aux marchés

- Réhabilitation/reconstruction dessertes agricoles, marchés et magasins de stockage
- Micro-barrages, électrification rurale

Valorisation des produits à haute valeur ajoutée

- Appui à la transformation et à la commercialisation,
- Mise en place et/ou renforcement des systèmes de microcrédit, petites entreprises et ateliers ruraux

Amélioration de l'appui technique

- Renforcement des services techniques (IPAPEL, etc.)

- Réhabilitation des centres de formation professionnelle, de recherche appliquée et de dissémination des technologies, - Champ école paysanne - Cliniques et laboratoires vétérinaires, centres semenciers et centres de formations agricoles; - Vivre et/ou cash contre travail Survie: Au moins 60% des enfants de moins de 5 ans sont couverts par le paquet minimum d'activités à large échelle et haut impact visant la réduction de la mortalité néonatale, infantile et infanto-juvénile et de la mortalité maternelle - 90% des enfants cibles du PEV reçoivent les vaccins de routine et le nombre d'enfants non couverts par la vaccination passe de 20 à 10 % - 50 % des ménages des zones couvertes adoptent les pratiques familiales clés - Les mécanismes sont mis en place pour appuyer l'offre de PMA (y compris la prise en charge de la malnutrition aigüe) et PCA dans les zones de transition. - Un mécanisme efficace de planification, supervision et monitorage de la mise en œuvre du paquet minimum d'activités et du **Composante 5** paquet complémentaire d'activités est opérationnel au niveau de la zone de santé Réhabilitation des services - Réhabilitation et équipement des Centres et Postes de santé (en sociaux de base et réintédur) gration sociale des groupes - Formation du personnel de santé pour l'amélioration de l'accès vulnérables à des soins de santé primaire de qualité - Formation du Personnel de Santé, équipement des postes et centres de santé pour une meilleure prévention et prise en charge de la malnutrition – malaria Eau, hygiène, Assainissement : Augmenter l'accès au service d'eau et d'assainissement en quantité suffisante dans chaque village et transmettre une information sur l'hygiène - Mise en place du service village dans les communautés selon le processus village assaini - Renforcer les capacités du BCZ et les liens entre BCZ et commu-

- Promotion des villages et écoles assainis

et publiques

- Construction des sources d'eau potable et de latrines familiales

- Campagnes d'information et de communication et sur l'hygiène

Education : Un accès équitable, efficace et de qualité à l'éducation pour tous les enfants entre 5-17 ans

- Amélioration des structures scolaires pour obtenir un environnement sûr, sain et protecteur Réhabilitation/Reconstruction des écoles (en dur)
- Distribution de matériel scolaire
- Amélioration de la qualité de l'enseignement Formation des enseignants, directeurs d'écoles
- Inclusion des enfants en dehors du système scolaire
- L'école dispose d'un système de participation des parents d'élèves et des communautés
- Intégration dans chaque école primaire d'un classe zéro sur base communautaire
- Amélioration des compétences de vie courante et cohésion sociale, résolution de conflit et construction de la paix pour les adolescents
- Renforcement de la participation des communautés à l'éducation des enfants : formation des comités des parents, sensibilisation pour la scolarisation des filles
- Programmes pour le développement et la participation des adolescents

Protection de l'enfance : Les filles et garçons vulnérables ont un meilleur accès à des mesures de protection appropriées et des services sociaux de qualité

- Les structures communautaires de protection sont identifiées, appuyées et fonctionnelles (opérationnelles) et capables de protéger des femmes et des enfants contre les abus et les violations
- Les liens entre les acteurs de protection (Réseaux, ONG, Eglises) et les acteurs étatiques, sont renforcés (Les comités communautaires de protection de l'enfant se coordonnent avec les structures étatiques)
- Les espaces pour enfants (CFS, Carrefour, clubs des jeunes, groupes de discussion..) sont opérationnels dans les communautés.
- Soutien aux Réseaux Communautaires de Protection de L'Enfant (RECOPE)
- Renforcement des capacités des membres des RECOPE (enseignants, agents sociaux, mamans) dans différents domaines : éducation/prévention et lutte contre les violences sexuelles et le VIH/sida

- Mise en place d'un système de référence pour l'identification, le tracing et réunification des enfants non accompagnés (ENA) et des Enfants Séparés des Forces et Groupes Armés (ESFGA)

- Prévention et Réponse aux Violences sexuelles : sensibilisation communautaire, réponse holistique pour les victimes
- Soutien à la démobilisation et la réintégration des ESFGA et Enfants vulnérables : accueil et accompagnement psychologique, réinsertion socio-économique et scolaire
- Déminage et sensibilisation/explication sur les engins explosifs

Composante 6

Renforcement des capacités locales en analyse et gestion pacifique des conflits et en leadership collaboratif

Capacités des leaders et structures locales : Appui à la gouvernance communautaire et aux mécanismes locaux de participation et coordination du développement : leaders locaux / structures locales :

- Identification des structures locales de paix
- Restitutions locales des études de base en vue d'une analyse participative des conflits et élaboration d'un plan local de pacification/développement.
- Sensibilisation de la population
- Dialogue entre les différents acteurs
- Création et renforcement des comités locaux de développement
- Elaboration plans de développement local
- Formation administration locale, société civile et chefferie
- Création et renforcement groupes de travail sur des thèmes spécifiques (territoire/district/province) ; lien avec la décentralisation. Appui aux cadres de résolution participative/communautaire des conflits pour l'analyse et l'organisation d'activités de résolution de conflit (Formation, suivi, accompagnement en vue de leur permettre de conduire eux même ateliers, activités de rapprochement, ...)
- Formation des leaders dans l'analyse des conflits et leadership collaboratif

- Mise en place/renforcement des capacités de concertation/ coordination des actions de relèvement et de développement et de résolution de conflits, au niveau de la base : comités locaux (de paix et) de développement (CLD / CLPD / CLPC), avec intégration dans les structures de coordination au niveau provincial
- Etude planifiée en 2012 (liens entre comités de gestion des infrastructures, comité de santé, comité des parents, etc. avec CLD, assurer l'inclusivité).
- Appui aux réflexions collectives/communautaires sur le développement de la communauté (priorités) à travers une approche participative, contribuant à la cohésion sociale
- Appui à d'autres micro-projets communautaires suivant les propositions des communautés, découlant du point précédent et du partage de la baseline.

Capacités de la population

- Infrastructures structurantes en matière de cohésion sociale (centre culturels, terrain sportif, centres d'information pour la paix, etc)
- Renforcement des comités locaux de la jeunesse et appui aux activités proposées par les jeunes.
- Concours de paix
- Activité de solidarités / rapprochement systématique entre bénéficiaires et non bénéficiaires
- Appui aux comités locaux dans la réalisation des activités UNICEF

Composante 7

Gestion de l'information dans les communautés et de la Communication sur le projet

Gestion de l'information media : renforcement des radios communautaires comme vecteur de pacification et cohésion sociale

- Formation des journalistes sur la déontologie et techniques de journalisme, et journalisme « common ground »
- Renforcement des infrastructures (bâtiment / équipement) des radios communautaires.
- Mise en place et soutien de groupes d'écoute en lien avec ces radios.
- Appui à la production des émissions thématiques 1) sur les critères de ciblage du projet 2) sur les messages clés des secteurs réhabilités 3) sur les conflits locaux

Sensibilisation de la population sur le projet

- Théâtre participatif
- BD
- Cinéma mobile

Annexe 2: INFORMATION SUR L'INTEGRATION DU GENRE DANS LES PROJETS CONJOINTS

Dans le projet de prévention de conflit et consolidation de la paix le thème de genre est aussi bien un thème transversal qu'un thème avec des activités spécifiques.

1. Pendant la formulation, l'analyse et la planification

Une attention spécifique est portée aux besoins spécifiques lors de la formulation et la mise en œuvre des projets. Pendant la formulation les femmes vulnérables (survivants des violences sexuelles, veuves, femmes chefs de ménage, femmes pauvres, etc.) était déjà identifiées comme groupe spécifique. Les partenaires privilégiaient la consultation des femmes pour la planification. Les filles et les femmes sont consultées en priorité à tous les stades du projet, afin de garantir un égal accès à l'assistance et afin de réduire les risques de violence.

Une analyse systématique et un suivi de la situation des femmes et de leur accès aux différents services sociaux et économiques (santé, eau, marché, école, protection, transformation, cultures agricoles, activités génératrices de revenus) dans la zone d'intervention permet d'analyser l'impact du projet sur l'évolution de la condition des femmes. Les femmes participent à l'analyse de la situation socio-économique et influencent ainsi la prise de décision en communauté par l'entremise de la radio communautaire.

2. Genre et prise de décision

La thématique du genre est intégrée dans toutes les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités du personnel des services étatiques :

- L'accès égal aux services et la représentation égale dans les structures de gestion et de décision est intégré dans toutes les séances de sensibilisation pour tous les secteurs d'intervention
- Formation des responsables/autorités (p.ex. chefs traditionnels, agents de la police et de l'armée et agents des autorités locales) élaborée et menée en collaboration avec les comités de protection,

Implication systématique des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion

Tout au long de l'exécution du projet, les femmes bénéficient de l'implication dans toutes les réunions et d'autres activités. Dans toutes les instances communautaires sur lesquelles s'appuie le projet conjoint (relais communautaires, comités d'hygiène, comités de gestion,

organisations des paysans/producteurs, etc.) une représentation égale des femmes et des hommes est demandée. Au regard des discriminations structurelles tendant à exclure les femmes des sphères d'information et de décision, des efforts particuliers sont menés pour que ces dernières soient associées prioritairement et majoritairement à toutes les phases des interventions du projet conjoint, du diagnostic initial jusqu'au monitoring. A titre d'exemple :

- L'accès égal aux services et la représentation égale dans les structures de gestion et de décision est intégré dans toutes les séances de sensibilisation pour tous les secteurs d'intervention
- L'organisation et la structuration des organisations paysannes (OP) : Les femmes qui représentent 60% des membres de ces comités directeurs sont parties prenantes dans la gestion des unités de transformation que les OP ont reçues dans le cadre du renforcement de leurs capacités
- Comme les filles et les femmes assurent l'ensemble des tâches relatives à l'eau et à l'assainissement (collecte d'eau, nettoyage des douches et toilettes, etc.) et en sont les principales utilisatrices (toilettes davantage utilisées par les femmes que par les hommes), elles sont prioritairement et majoritairement consultées quant au choix du lieu et du type d'infrastructures. La participation des bénéficiaires est plus particulièrement sollicitée lors des interventions WASH pour les travaux préparatoires à l'aménagement de points d'eau durables (sources ou puits). Lors du démarrage des activités WASH, la mise en place du chantier se fait après consultation de la population et avec son appui. Suite à ces travaux communautaires, des aides maçons sont recrutés parmi les participants. Ces personnes sont généralement intégrées au comité de gestion du point d'eau (CoGePe) par la suite, afin de garantir une meilleure maintenance de l'ouvrage dont ils auront désormais une connaissance technique. La participation des bénéficiaires à toutes les phases de la construction, de l'identification à la réalisation, permet une meilleure appropriation par l'ensemble de la communauté.

Renforcement des capacités des membres des CPC (Comité de Protection Communautaire) et des CCP (Centre Communautaire Polyvalent) et appui en vélos, mégaphones, AGR (Activités Génératrices de Revenus) pour faciliter la mobilité des membres pendant la sensibilisation, appui en fourniture pour faciliter la tenue des réunions et rapportage par les membres des CPC et des CCP, autonomisation de la femme. Ces structures servent aussi de plateformes de discussion des femmes et influencent la prise de décision communautaire.

Renforcement des liens entre services étatiques et structures des femmes. Notamment entre la division des affaires sociales et de celle du genre et respectivement les CPC et les CCP à travers les séances de formation dans le cadre des stratégies d'exit. Les formations

organisées visent également à renforcer les capacités des femmes sur la Résolution 1612 en vue de leur permettre de bien définir les menaces et exactions commises sur les enfants afin d'organiser leur référencement. Les 3 CPC et les 3 CCP ont bien fonctionné et reçu l'appui en fournitures nécessaires.

Résultat

Les femmes ont été outillées et stimulées à prendre leurs responsabilités et le projet a mis à profit toutes les opportunités comme la journée du 8 mars pour déclencher une nouvelle dynamique de conscientisation de la femme. Les hommes se sont montrés enthousiastes à cette dynamique. Quant aux formations, cellesci étaient des cadres d'interpellation et de réflexion sur la situation de la femme.

Au cours de l'exécution du projet conjoint, la femme se montre plus engagée en exprimant son opinion dans les débats communautaires et en prenant part aux travaux d'entretien des routes et de sensibilisation porte à porte sur l'éducation de la jeune fille. Elle se montre plus déterminée à prendre plus de responsabilité à l'occasion de renouvellement des comités des parents des écoles suite à la sensibilisation et la formation reçue.

3. Genre et gestion des conflits

La création et le renforcement des radios communautaires

L'expérience de Radios communautaires joue un grand rôle dans la promotion du genre au sein des communautés ciblés : ayant comme objectif, le renforcement de la cohésion sociale, consolidation de la paix et réintégration sociale, le programme intègre les hommes, les femmes, les jeunes filles et garçons de toutes les catégories sociales, afin que les besoins des uns et des autres soient exprimés et pris en compte.

Attention particulière accordée aux discriminations et aux problèmes de genre (sociaux, pratiques, sécuritaires) dans tous les volets du programme. Tout au long du projet, les femmes étant souvent les premières victimes d'incidents de protection, elles sont privilégiées comme interlocutrices de l'équipe du projet conjoint pour le recueil de données protection (groupes de discussion, observation directe) et d'autres interventions. Les groupes de discussion et les conversations informelles au sein des ménages permettent une meilleure prise en compte des problématiques liées à la protection et au genre dans la planification, l'organisation et le monitoring des interventions et permettent de créer un espace où les femmes peuvent s'exprimer plus librement.

La sécurisation foncière dans un territoire où l'accès foncier est très limité; au Grand Nord Kivu 43 contrats de cession de terre ont été signés au total et ont permis de sécuriser 172 ha au bénéfice de 3 124 ménages dont 53% dirigés par des femmes.

Ceci a permis:

- D'accroître le pouvoir économique des femmes vulnérables (veuves, divorcées, chefs de ménages, personnes vivant avec le VIH, VVS, etc.) qui peuvent ainsi subvenir aux besoins de leur ménage (alimentation, soins de santé, scolarité, etc.);
- D'améliorer la sécurité alimentaire (disponibilité et accessibilité alimentaire accrues) et l'état nutritionnel des membres des ménages bénéficiaires (notamment à travers une consommation accrue de légumes et l'introduction de nouvelles cultures telles que le soja);
- De réduire pour les femmes les risques liés à l'éloignement et à l'isolement des champs. En effet, les parcelles exploitées par les ménages sont groupées dans un grand site ce qui fait que les femmes (notamment celles qui cultivaient des terres dans le parc de Virunga) ne se retrouvent pas seules dans les champs.
 624 femmes ont ainsi pu quitter le parc grâce à cet accès foncier sécurisé;

La création et l'appui aux forums des femmes et des enfants. Pour faciliter la compréhension de la situation de la femme et le traitement de ses problèmes spécifiques de protection, nous avons initié dès le début de la mise en œuvre du projet la mise en place des forums des femmes. L'appui aux projets communautaires et économiques regroupant les femmes autour des activités de broderie, machine pour la production de l'huile de palme, boulangerie, coupe-couture, etc. facilite le renforcement des liens des femmes entre elles dans la communauté afin d'échanger sur leur rôle, protection épanouissement et celle de leurs enfants, surtout les filles souvent exploitées sexuellement.

La construction des marchés Les marchés ne constituent pas seulement un lieu d'achat et de vente des produits, mais servent aussi d'échange social et lieu d'éducation et d'information. Au tant que possible les marchés contiennent des hangars de vente, un dépôt de stockage, des latrines et un comité de gestion. Ce dernier assure aussi le nettoyage et l'hygiène du marché. L'accès des femmes aux services sociaux de base est facilité par la construction de ces marchés avec un système de gestion communautaire dans lequel les femmes participent activement. Le dépôt de stockage des invendus agricoles (au marché de Nobili) sert beaucoup aux femmes, qui de retour du marché, peuvent y garder leurs marchandises. Ce dépôt leur permet d'éviter de transporter de lourds fardeaux sur de longues distances.

L'appui à la transformation : Les infrastructures de transformation permettent de réduire le temps de travail des femmes et la pénibilité de leurs tâches. Dans le cadre de ce projet, 50 machines de transformation (moulins à maïs, décortiqueuses de riz, malaxeurs d'huile de palme) ont été installées. Ces machines sont gérées de façon communautaire par les OP qui sont dirigées à 60% par des femmes.

Renforcement de la caisse paysanne d'Isale : Une caisse paysanne associée au comité de gestion du marché dont 45% de clients sont de femmes a été renforcée à Isale.

L'appui a la création et le renforcement des Mutualités de Solidarité (MUSO). Les Muso sont des mécanismes des petits groupes (environ une vingtaine de personnes) d'épargne et de crédit, qui permettent d'apprendre la culture d'épargne et de crédit et de s'intéresser à des groupes qui jusqu'à maintenant ont peu ou pas d'accès aux IMF.

L'appui au développement des AGR (activités génératrices de revenu) des femmes.

Des formations techniques et mise à disposition de matériel de démarrage permettent aux femmes d'entreprendre d'autres activités économiques (coupe-couture, boulangerie, savonnerie, broderie, tissage, etc.). Ceci épargne les femmes qui ont peu de force des travaux durs de l'agriculture et allègent la corvée de travaux domestiques et de champs et permettent aux femmes à participer à la vie publique.

4. Genre et services sociaux de base

Les services sociaux de base ont été appuyés et améliorés, il s'agit notamment des secteurs de sante, d'éducation et du WASH.

Pour l'éducation on remarque

- Encouragement à une égale scolarisation des filles et des garçons dans les séances de sensibilisation des parents
- Encouragement à une égale représentation des femmes et des hommes lors du recrutement des enseignants et des enseignantes et de la sélection des membres des comités des parents.
- Sensibilisation des pères et les mères à l'importance de l'éducation en œuvrant pour le maintien à l'école des adolescentes après le primaire et les sensibiliser aux problématiques de grossesses et de mariage précoce

Certains membres des groupes d'écoutes ont témoigné d'avoir changé d'avis sur la scolarité de jeunes filles et sur le mariage précoces suite aux émissions et la participation active des filles dans les activités de la radio et des groupes d'écoute.

Formation en nutrition Afin de lutter contre la malnutrition et d'améliorer l'état nutritionnel des membres des ménages bénéficiaires, le projet a organisé des formations culinaires à l'intention des femmes pour leur apprendre de nouvelles techniques de préparation des aliments. Un total de 133 femmes a ainsi été formé sur les bonnes pratiques culinaires.

5. Survivants des violences sexuelles

Dans le souci de promouvoir l'égalité du genre et d'autonomiser les femmes en situation post conflit et très particulièrement les survivants des violences sexuelles, le concept Centre Communautaire Polyvalent (CCP) a été développé. Ce concept est une initiative locale en territoire de Beni qui a été capitalisé par le projet. Le CCP est une structure d'appui et d'accompagnement des survivantes de violences sexuelles ; C'est un cadre d'information et de formation pour les femmes, les filles et les membres des communautés villageoises ; un levier pour la relance des activités génératrices de revenus et un espace de participation à la vie publique. Par opposition à l'espace domestique, les CCP permettent d'assurer aux femmes une participation quotidienne et pérenne à la vie publique au sein de leurs communautés dans le but d'influencer positivement les décisions locales. Le CCP joue le rôle de pourvoyeur de services multiples à caractère psychosocial et économique pour l'ensemble de la communauté villageoise.

L'installation de groupes d'ecoute au sein des CCP permet aux bénéficiaires (femmes et hommes) de discuter des problèmes des conflits rencontrés au niveau communautaire et des manières d'y remédier en mettant l'accent sur leur besoins spécifiques du genre. Bon nombre de personnes traumatisées, marginalisées et /ou rejetées par la famille et la communauté ont pu se réintégrer grâce a l'accompagnement psychosocial, et la médiation familiale offerte par les CCP.

La distribution d'intrants agricoles : Les survivants des violences sexuelles, regroupées dans les CCP ont bénéficié d'un appui agricole (intrants et techniques) pour la mise en œuvre des activités agricoles menées autour de ces CCP.

Alphabétisation pour une meilleure participation : Savoir lire et écrire (activité d'alphabétisation) a incité les femmes en milieu rural (milieux ou la majorité des adultes sont des analphabètes) de participer activement aux élections présidentielles et législatives. Selon leurs témoignages, elles peuvent lire les affiches en swahili, faire leurs propres choix et écrire en toute confiance le nom de leur candidat. Actuellement leur participation à l'église a changé de nature car elles peuvent lire la bible et les brochures, comprendre des thèmes de sensibilisation, suivre le calendrier vaccinal des enfants et tant d'autres choses...